



# ATELIER NATIONAL DE PARTAGE D'EXPERIENCES POUR UNE TRANSITION VERS DES SYSTEMES ALIMENTAIRES DURABLES ET FAVORABLES A LA NUTRITION EN GUINEE

SEPTEMBRE 2022

La Convention-Programme « Amélioration de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Afrique de l'Ouest » (ASANAO 2) bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement (AFD).

Néanmoins, les idées et les opinions présentées dans le présent document ne représentent pas nécessairement celles de l'AFD.



Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris  
45 bis avenue de la Belle Gabrielle  
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France  
Tél. : 33 (0)1 70 91 92 00  
Fax : 33 (0)1 70 91 92 01  
gret@gret.org  
<http://www.gret.org>

## Table des matières

1 - Introduction.....	4
2 - Deroulement de l'atelier.....	4
2.1 - Cérémonie d'ouverture.....	5
2.2 - La contextualisation des objectifs de l'atelier et la définition des principaux concepts mobilisés	5
2.3 - Thème 1 : Des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition pour améliorer la SAN en Guinée .....	5
2.3.1 - Contexte nutritionnel en Guinée .....	5
2.3.2 - Politique nutritionnelle et présentation du Plan Stratégique Nationaux Multisectoriels de Nutrition (PSNMN) 2018-2023.....	6
2.3.3 - Les enjeux de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN) en Guinée. ....	7
2.3.4 - Les enjeux des systèmes alimentaires en Guinée .....	8
2.3.5 - Temps d'échanges et de questions.....	8
2.4 - Quel rôle des organisations paysannes dans l'intégration de l'agriculture et de la nutrition au sein de systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition ? .....	9
2.4.1 - L'expérience du programme ASANAO en Guinée.....	9
2.4.2 - Comment mettre en place une synergie d'action entre OP, acteurs de la santé et collectivités territoriales pour la promotion de l'agriculture sensible à la nutrition ?.....	10
2.5 - Mots d'ouverture de la deuxième journée d'atelier.....	10
2.6 - Thème 3 : Comment mettre en relation des bassins de production et de consommation pour des régimes alimentaires sains et durables ? .....	11
2.6.1 - Partage d'expériences d'une mise en relation des producteurs de la CR de Tanènè et des restauratrices de la CU de Boké (Annexe 11) .....	11
2.6.2 - Comment mettre en relation des bassins de production et de consommation pour des régimes alimentaires sains et durables ? .....	13
2.7 - Table ronde : Une transition vers des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition .....	13
2.8 - Mots de clôture de l'atelier .....	14
3 - Liste des Annexes.....	15

## 1 - INTRODUCTION

L'atelier national du programme Améliorer la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (ASANAO 2) de partage d'expériences s'est tenu les 21 et 22 septembre 2022 dans la salle de conférence de l'hôtel Taddy club dans la commune de Ratoma à Conakry avec pour thème :

### « Contribuer à la création de synergies d'acteurs pour la transition vers des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition »

Deux régions étaient plus particulièrement représentées : la Basse Guinée et la Moyenne Guinée. Il a réuni **31 participant.es** représentant.es des différents métiers qui constituent les systèmes alimentaires en Guinée (voir liste en annexe), à savoir :

- des organisations paysannes et professionnelles (fédérations, unions de producteurs, transformateurs, commerçants, consommateurs) ;
- des représentants des Ministères de la Santé, de l'Agriculture et de l'Élevage, de l'Administration du territoire et de la décentralisation ainsi que de différents services y étant rattachés (ANPROCA, représentants des centres de santé et élus locaux) ; des représentants d'Organisations non gouvernementales (ONG) internationales et nationales ;
- de différents projets et programmes ;
- des Organisations des Nations unies ;
- dont certaines organisations engagées avec le Gret dans le programme ASANAO (phases 1 et 2) : la Maison guinéenne de l'entrepreneur (MGE), la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) et la Fédération des planteurs de la filière Fruits en basse guinée (FEPAF-BG).

Cet atelier avait pour objectifs de :

- Exposer des expériences prometteuses de différents acteurs des systèmes alimentaires favorables à l'adoption de régimes alimentaires sains et durables ;
- Echanger et mettre en débat les stratégies et pratiques mises en œuvre ainsi que les résultats obtenus ;
- Mettre en débat et approfondir certaines thématiques pour les compléter avec les connaissances et analyses des participants ;
- Donner des pistes d'actions futures pour les membres du consortium et d'autres acteurs, soit dans la méthodologie, soit pour la poursuite d'actions ;
- Sensibiliser les participants sur ces thématiques.

## 2 - DEROULEMENT DE L'ATELIER

L'atelier a commencé par l'accueil et l'installation des participants puis par un tour de table de présentation de ces derniers ainsi que des deux modérateurs à savoir Adrien TROUVADIS et Lanciné II CAMARA respectivement chargé d'animation et responsable adjoint nutrition sur le programme ASANAO 2.

Le responsable adjoint nutrition du programme et modérateur a fait une lecture de l'agenda des deux journées de l'atelier tout en invitant les participants à émettre de possibles

amendements. L'agenda a alors été validé moyennant la prise en compte d'un délai supplémentaire en fin de journée pour le retour des participants basés à Conakry à leur domicile.

## 2.1 - Cérémonie d'ouverture

Docteur Mamadi Kankou CAMARA, au nom de la Directrice nationale de la santé familiale et nutrition du Ministère de la Santé, a introduit l'atelier en souhaitant la bienvenue aux participants avant de revenir sur le contexte et les objectifs de partage d'expériences de l'atelier. Il a enfin invité les participants à faire preuve de participation active pour assurer la qualité des débats.

Il a présenté l'atelier comme étant un cadre d'échanges qui pourra aider le pays à gagner un jour le combat contre la malnutrition grâce à la création de synergies d'acteurs pour la transition vers des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition.

## 2.2 - La contextualisation des objectifs de l'atelier et la définition des principaux concepts mobilisés

Cette première présentation a été faite en binôme par le chargé d'animation et le responsable adjoint nutrition du programme ASANAO 2, modérateurs de l'atelier (Annexe 3).

Dans sa communication, le chargé d'animation a sommairement rappelé la situation alimentaire et nutritionnelle de la Guinée puis les leviers pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), soit notamment l'importance des activités sensibles à la nutrition en complément des activités spécifiques à la nutrition ainsi qu'une considération systémique de l'alimentation et de la nutrition : celle des systèmes alimentaires.

Il a enfin mentionné les différents sujets qui seront abordés durant les deux jours de l'atelier.

A son tour, le responsable adjoint nutrition a énuméré et défini les différents concepts qui seront mobilisés tout au long de l'atelier afin de permettre à toutes les parties prenantes de partager le même vocabulaire et d'avoir une discussion productive. Il a ainsi donné des explications sur les concepts de la nutrition, de la malnutrition, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'agriculture sensible à la nutrition, des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition et des régimes alimentaires sains.

## 2.3 - Thème 1 : Des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition pour améliorer la SAN en Guinée

L'objectif de ce premier thème était de permettre aux participants d'avoir non seulement plus de détails sur l'état actuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) en Guinée mais aussi de comprendre les enjeux actuels des systèmes alimentaires pour l'amélioration de la SAN en Guinée.

L'équipe chargée des exposés sur ce thème a été présentée par les modérateurs, soit : le spécialiste nutrition au niveau de l'UNICEF, le Représentant du Ministère de la Santé, le Représentant du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et les cadres de la FAO.

### 2.3.1 - Contexte nutritionnel en Guinée

Dans un premier temps, le Spécialiste Nutrition à UNICEF-Guinée en la personne de Dr Lanfia TOURE a présenté le contexte nutritionnel en Guinée (Annexe 4). Il a d'abord qualifié **la situation nutritionnelle comme une situation critique et silencieuse** avant de donner des détails sur l'évolution de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans de 1998 en 2018 ne s'étant que faiblement améliorée. Néanmoins, il a aussi mentionné le fait que les

dernières données étaient datées de 2018 ce qui les rendaient obsolètes pour toute conception de nouvelles activités. En effet, il a rappelé que des données nutritionnelles doivent être mises à jour chaque année. **Une étude SMART est d'ailleurs actuellement en cours.**

Après avoir exposé les conséquences de la malnutrition chronique, il a présenté la cartographie de la prévalence du retard de croissance avec une certaine **généralisation de taux autour du seuil d'alerte des 30%**. La région de Boké au sommet avec son triste taux de 39% est très proche du **seuil d'urgence** de l'OMS qui est de 40% pour le retard de croissance. De plus, il a appuyé son propos par la présentation des risques de mortalité attendus en 2022 chez les enfants de moins de 5 ans du fait de la malnutrition aigüe et chronique. Il en a enfin exposé les causes principales à savoir notamment **l'inadéquation de la composition des repas des jeunes enfants et le non-respect de l'allaitement exclusif** avant de conclure ce constat par la mise en avant du cercle vicieux de la malnutrition.

Après avoir posé le constat, Dr Lanfia TOURE a insisté sur la nécessité d'une approche systémique de la nutrition en générale et de la nutrition maternelle et infantile en particulier pour améliorer la situation nutritionnelle de la Guinée. **Il a notamment mentionné les liens essentiels entre les systèmes alimentaires et le système de santé, l'eau et l'assainissement, le système éducatif et la protection sociale.**

Il a enfin terminé sa communication par des pistes d'actions pour les différents acteurs engagés :

- Des actions immédiates : **la mise à jour de l'analyse de la situation nutritionnelle, le positionnement de la nutrition comme une priorité de développement et la mise à l'échelle des interventions à haut impact de nutrition avec un focus sur la prévention et le traitement de la malnutrition.**
- Des actions à prendre en charge par les décideurs : **l'adoption du code de commercialisation des substituts de lait maternel, la conception et la mise en place d'un système pour le suivi des engagements du gouvernement et des partenaires, l'augmentation du financement de la nutrition dans le budget national de développement (BND) et un plaidoyer pour l'organisation d'une table ronde des partenaires techniques et financiers pour le financement de la nutrition en Guinée.**

Il a d'ailleurs mentionné qu'à la Primature, un niveau de coordination multisectorielle avait été créé pour sortir la thématique de la nutrition du secteur exclusif de la santé. Cela s'organise sous la forme d'un cadre de concertation rassemblant les différents acteurs des systèmes alimentaires. Néanmoins, il a ajouté la nécessité d'aller plus loin en créant une Direction nationale de la nutrition remplaçant l'actuelle Division de la nutrition et de négocier avec les bailleurs de fonds des financements plus importants sur la nutrition en parallèle d'une amélioration de l'efficacité de l'utilisation des fonds souverains de la Guinée sur ce sujet.

### *2.3.2 - Politique nutritionnelle et présentation du Plan Stratégique Nationaux Multisectoriels de Nutrition (PSNMN) 2018-2023*

A la suite de l'intervention du Dr Lanfia TOURE, Dr CAMARA Mamadi Kankou de la Direction Nationale de la Santé Familiale et Nutrition (DSFN) du Ministère de la Santé a commencé sa communication (Annexe 5). Il a tout d'abord sondé la salle sur la connaissance par les

participants du PSNMN. Il est alors apparu clairement que ce texte était inconnu de la grande majorité des participants.

Dr CAMARA a donc rappelé que la situation nutritionnelle préoccupante de la Guinée en fait **une priorité nationale** tout en mettant l'accent sur **la nécessité d'une approche multisectorielle**.

Il a ensuite passé en revue la vision, le but et l'objectif général de la Politique Nationale Multisectorielle de Nutrition de la Guinée (2018-2030) (Annexe 14a) : « **d'ici 2030, réduire significativement la sous-alimentation et toutes les formes de la malnutrition ainsi que leurs conséquences économiques et socio-sanitaires pour contribuer considérablement à l'amélioration de l'état nutritionnel de la population guinéenne en particulier des femmes, des enfants, des adolescents et d'autres personnes vulnérables** ».

Il a de plus abordé plus en détails le **Plan Stratégique National Multisectoriel de la Nutrition (2018-2023)** (Annexe 14b) qui s'articule autour des 3 orientations stratégiques suivantes :

- Orientation stratégique de la politique N°1 : la Gouvernance
- Orientation stratégique de la politique N°2 : la Nutrition Spécifique
- Orientation stratégique N°3 : la Nutrition Sensible

Il a enfin conclu par l'importance de ces plans qui doivent servir de base d'action pour chacun des acteurs impliqués.

### *2.3.3 - Les enjeux de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN) en Guinée.*

Le Chef de division du BSD du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a axé son intervention (Annexe 6) sur les trois (03) principaux points suivants :

**Un aperçu sur le secteur agricole guinéen et des documents politiques** en lien avec le développement agricole et l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle : PNDES (2016-2020), PNDA (2017-2025), PNIASAN (2018-2025) (Annexe 14b), PRI (2022-2025).

**L'état actuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle** lié notamment à une **production agricole insuffisante** notamment sur les cultures céréalières (le riz principalement) **malgré un potentiel important et diversifié** et à une **insuffisance de revenus et d'infrastructures** de transformation, de transport et de stockage provoquant de fortes pertes des récoltes. **Les crises successives** de l'épidémie de la maladie à virus Ebola, de la pandémie de Covid-19 et de la guerre Russie-Ukraine actuellement en cours **menacent de plus cet état de sécurité alimentaire et nutritionnelle déjà critique**.

**Les enjeux actuels des systèmes alimentaires** pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que des exemples de **mesures d'atténuation des effets de la crise et de mesures d'amélioration de la sécurité alimentaire**. Ainsi, plusieurs programmes et projets ont été mis en place pour **l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle** par le **développement de différentes filières** comme le riz, le maïs, de l'aviculture, du manioc ou encore les fruits. Cela est réalisé dans le but **d'augmenter la disponibilité alimentaire et l'accessibilité économique des aliments** par une diminution des prix des produits locaux sur le marché et une augmentation des revenus ruraux avec **un souci de substituer les produits importés par des produits locaux** (le riz local contre riz importé ou encore la farine de manioc



comme substitut à la farine de blé importée). Le modèle agricole promu pour l'atteinte de ces objectifs **repose sur une mécanisation plus importante et une augmentation de l'utilisation d'intrants chimiques.**

#### *2.3.4 - Les enjeux des systèmes alimentaires en Guinée*

Pour finir la série de présentation sur ce thème introductif de l'atelier, le chargé de programme de la FAO en Guinée a pris la parole (Annexe 7).

Il a d'abord expliqué **la place importante des systèmes alimentaires dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durables (ODD) et plus particulièrement l'ODD 2 « faim zéro »** qui vise à éliminer la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir l'agriculture durable. Cependant, il est revenu sur **la fragilité de nos systèmes alimentaires actuels révélés par les différentes crises** et notamment celle de la pandémie de Covid-19 et la guerre Russie-Ukraine. Ces crises menacent la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Guinée notamment de plus que **le contexte socio-politique** ou encore **les impacts des activités humaines sur l'environnement et les ressources naturelles.**

Il a par la suite lui aussi présenté rapidement le contexte de la sécurité alimentaire et la situation actuelle de l'insécurité alimentaire selon l'étude du cadre harmonisé de classification réalisée en mars 2022. **Elle révèle une dégradation importante de la situation de l'insécurité alimentaire en Guinée par rapport à 2021 du fait des différentes crises.**

Il a terminé par la présentation des facteurs ou causes de l'insécurité alimentaire en Guinée rejoignant les constats apportés par le Représentant du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage à savoir **une faible production et productivité agricole, de lourdes pertes pré et post-récoltes, un mauvais état des infrastructures de transport et des chocs récurrents (notamment des aléas climatiques).**

Afin de répondre à ces enjeux, il a présenté la stratégie nutrition de la FAO à l'horizon 2031 basée sur **l'amélioration de la production, l'amélioration de la nutrition, l'amélioration de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie.** Il a notamment insisté ici sur la volonté de ne laisser personne derrière car si un seul enfant est encore malnutri sur Terre, l'objectif « faim zéro » ne sera pas atteint avant d'insister sur l'importance de la qualité sanitaire des aliments car « un aliment qui n'est pas sain n'est pas un aliment ».

Il a fini sa présentation par le détail des **Directives Volontaires élaborées par le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale** sur les systèmes alimentaires et la nutrition et par la mise en avant d'un exemple d'innovation technologique pour la gestion et la réduction des pertes et déchets alimentaires urbains.

#### *2.3.5 - Temps d'échanges et de questions*

Après ces différentes présentations ayant posé le contexte alimentaire et nutritionnel en Guinée dans lequel cet atelier s'inscrivait, un temps de questions et de débats a été animé par les deux modérateurs de l'atelier. Voici ci-dessous les différents éléments évoqués :

- **Qu'est-ce qu'un aliment ultra-transformé ?**



Un aliment ultra-transformé est un aliment qui ne correspond plus aux caractéristiques de l'aliment de base. Ils contiennent généralement de nombreux additifs, des acides gras saturés ou des gras trans ou encore de grandes quantités de sel (Responsable adjoint nutrition ASANAO 2).

- Il a été mis en évidence par les participants **que les informations présentées par l'UNICEF malgré leur pertinence ne circulaient pas** auprès des différents acteurs concernés dans le pays.
- Il a aussi été demandé par le représentant de la CNOGP **d'augmenter les moyens mis à disposition du développement agricole et de mettre en place une assurance agricole** pour sécuriser le revenu des agriculteurs. Il a été ajouté à ce propos la **nécessité d'améliorer l'efficacité des fonds aujourd'hui alloués au développement agricole**.
- Enfin, le représentant du GRDR a attiré l'attention des participants sur **les enjeux entourant la recherche agricole, le conseil agricole et le soutien au financement du secteur privé qui, malgré leur absence sont essentiels**.

#### 2.4 - Quel rôle des organisations paysannes dans l'intégration de l'agriculture et de la nutrition au sein de systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition ?

L'objectif de ce second thème était de donner à voir sur une expérience d'intégration d'une compétence nutritionnelle au sein d'organisations paysannes telles que la FPFD et la FEPAF-BG ainsi que de faire appel à l'intelligence collective du groupe pour apporter des pistes de solutions concrètes au défi majeur de collaboration entre les OPs et les services de santé posé par les intervenants.

##### 2.4.1 - L'expérience du programme ASANAO en Guinée

Cette intégration de la nutrition au sein d'organisations dont l'activité centrale relève des activités agricoles a été appuyée par le programme ASANAO dans sa deuxième phase. La première phase de ce même programme avait déjà appuyé cette intégration de l'agriculture et de la nutrition au sein des activités de la FPFD.

Le point focal du programme ASANAO 2 en Moyenne Guinée (Annexe 8a) puis le Responsable Adjoint Nutrition du projet ProFiMA en basse Guinée (partie intégrante du programme ASANAO 2) (Annexe 8b) se sont succédés pour partager les expériences des deux localités. Ils ont ainsi permis aux participants d'obtenir plus de détails sur la façon dont la nutrition est intégrée dans les activités des différentes OPs appuyées et dont cette compétence est mise en œuvre.

Il ressort de ces partages d'expérience un bilan positif sur les impacts d'une telle intégration agriculture et nutrition sur l'état nutritionnel des populations malgré une difficulté majeure de coordination de ces OPs avec les services de santé présents sur place dans l'objectif de porter une stratégie nutritionnelle complémentaire au niveau territorial.

#### 2.4.2 - Comment mettre en place une synergie d'action entre OP, acteurs de la santé et collectivités territoriales pour la promotion de l'agriculture sensible à la nutrition ?

Cette difficulté a donc par la suite fait l'objet d'un débat qui s'est déroulé en deux phases : une phase de travaux de groupe puis une phase de restitution en plénière. Tous les participants ont été conviés à ce débat et organisés en 3 groupes comme suit dans le souci de faire se rencontrer différents points de vue :

1. Les acteurs territoriaux de la Basse Guinée
2. Les acteurs territoriaux de la Moyenne Guinée
3. Les institutions étatiques, onusiennes et les ONG

Ils ont donc tous débattu de la question suivante : « **Comment mettre en place une synergie d'action entre les organisations paysannes, les acteurs de la santé et les collectivités territoriales pour la promotion d'une agriculture sensible à la nutrition** » ?

Un souci particulier a été donné à la nécessaire efficacité de ces débats pour aboutir dans le peu de temps imparti à des pistes de solutions pour les différents acteurs concernés permettant d'améliorer la collaboration entre OP, acteurs de la santé et collectivités territoriales pour la promotion d'une agriculture sensible à la nutrition. Ainsi, les travaux de groupe étaient organisés autour des questions suivantes :

1. Quel est aujourd'hui l'état de cette collaboration ?
2. Quels sont les problèmes qui se posent ?
3. Quelles sont les causes de ces problèmes ?
4. Quelles solutions pourraient être apportées ?

Après 30 minutes de travail, les résultats ont été restitués en plénière par les rapporteurs de chaque groupe puis une phase de débat tournant entre les groupes a été entamé pour aboutir à un premier consensus sur les problèmes majeurs qui se posent, leurs causes ainsi que des pistes à solution.

***La fiche 1 en annexe (Annexe 9) reprend de façon succincte dans un premier temps les principaux éléments partagés par les deux intervenants du programme ASANAO 2 ainsi que les principales conclusions du temps de débat afin de poursuivre les discussions et réflexions dans vos cercles respectifs.***

#### 2.5 - Mots d'ouverture de la deuxième journée d'atelier

Le deuxième jour d'atelier a débuté par la réalisation d'un deuxième tour de table réclamé par les participants afin que chacun puisse présenter en quelques mots l'organisation ou institution qu'il ou elle représentait (voir liste des participants en annexe).

S'en est suivie une présentation de la synthèse des débats de la première journée par le chargé d'animation du programme ASANAO 2 (Annexe 10). Il est revenu dans un premier temps sur les enjeux des systèmes alimentaires énumérés la veille puis sur l'existence de documents normatifs allant dans le sens notamment d'une intégration des activités spécifiques et sensibles à la nutrition et d'une place centrale du développement agricole dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Guinée. Un résumé des éléments exposés par la présentation des deux expériences d'intégration d'une compétence nutritionnelle au sein des organisations paysannes (FPFD et FEPAF-BG) avec l'appui du GRET a été réalisé avant de

conclure sur les conclusions des échanges sur la question de la collaboration entre OP, système de santé et collectivités territoriales (voir fiche 1 en annexe).

Enfin, le chargé d'animation d'ASANAO 2 a présenté l'agenda du deuxième jour de l'atelier avant de laisser la parole au coordinateur du GRDR en Guinée basé à Boké, Stanislas AGOSSOU, pour le partage de son expérience sur la mise en relation des bassins de production et de consommation.

## 2.6 - Thème 3 : Comment mettre en relation des bassins de production et de consommation pour des régimes alimentaires sains et durables ?

### 2.6.1 - Partage d'expériences d'une mise en relation des producteurs de la CR de Tanènè et des restauratrices de la CU de Boké (Annexe 11)

Après une brève présentation du GRDR et de son historique en Guinée, Stanislas AGOSSOU, coordinateur du GRDR à Boké, a présenté le **contexte et les enjeux de son intervention** avant de présenter le **projet de valorisation des produits vivriers locaux dans la restauration de rue à Boké** financé par le CFSI. Ce projet a débuté en 2019 et est désormais dans sa phase 2 depuis quelques mois.

Il a ensuite présenté **les premiers résultats de la première phase** du projet l'intervention centrée sur la mise en relation des acteurs de la restauration de rue à Boké avec des producteurs locaux de produits vivriers avant d'énumérer certaines des **difficultés et limites rencontrées**. Il a notamment insisté sur la **problématique de prix inférieurs des produits importés** par rapport aux produits locaux notamment le riz ce qui pousse à augmenter la production locale. En effet, **une insuffisance de la production de riz est observée dans la zone** poussant à des **négociations avec d'autres territoires** de la Guinée excédentaire. Il a ainsi mis en avant la **complémentarité qui devait être recherchée entre circuits courts et longs** avec un **rôle majeur de l'Etat** à chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement.

Enfin, il a émis aux participants un des questionnements majeurs du projet concernant la **concurrence des projets miniers et de la production d'anacarde avec la production de produits vivriers dans la zone** du projet puis a conclu sur les perspectives de son intervention notamment en lien avec le lancement de la phase 2 du projet. Cette dernière vise à **élargir l'intervention à la constitution de systèmes alimentaires territorialisés** en renforçant les liens existants entre restauratrices et producteurs mais aussi désormais en contribuant à l'amélioration de la gouvernance des systèmes alimentaires par l'accompagnement de l'émergence de politiques pour des systèmes alimentaires plus durables.

Une riche phase de question et d'échanges a ensuite débuté :

- Un participant a émis une réserve sur **la faiblesse selon lui de l'objectif nutritionnel dans ce projet** notamment du fait du ciblage exclusif des restauratrices et non des familles de la zone ne faisant que peu appel à celles-ci. L'intervenant a reconnu que cibler les restauratrices n'étaient pas suffisant pour améliorer l'état nutritionnel de la zone et **qu'un projet complémentaire devrait être mis en place en ciblant les familles**.
- Plusieurs interventions ont ensuite eu pour objectif **une mise en relation du projet avec leurs organisations ou territoires pouvant apporter un appui aux productions déficitaires de la zone du projet**. Un représentant de la MGE a d'ailleurs exposé les différentes qualités de riz aujourd'hui disponible en Guinée et a notamment fait la promotion d'un riz local de qualité supérieure restant accessible au plus grand nombre

avec une bonne valeur nutritionnelle. C'est cette qualité qui devrait faire l'objet d'un développement massif et a demandé une mise en lien avec le projet du GRDR pour une mise en relation avec des zones excédentaires en riz de cette qualité supérieure. L'intervenant a confirmé la nécessité de cette prise de contact qu'allait permettre cet atelier.

- Ensuite, un participant a repris le questionnement de la **stratégie à adopter face à la concurrence des productions d'anacarde et des projets miniers aux productions de produits vivriers dans la zone de Boké**. L'intervenant a répondu **qu'une étude** allait être lancée pour étudier cette concurrence et identifier des pistes de solutions. Il a été ajouté que les **productions d'anacarde avaient explosées en anticipation de l'installation des projets miniers** car cela permettait aux producteurs d'obtenir un dédommagement important de leurs terres inclus dans ces projets. Le représentant de la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN) a alors insisté sur **la priorité absolue que représentait la sécurisation du foncier agricole** et demande la mise en place des états généraux sur le foncier en Guinée. De plus, il a été mentionné **les impacts négatifs des exploitations minières sur l'environnement, la santé et la production agricole** notamment du fait de l'émission de poussière de bauxite. Enfin, une participante a exposé son expérience du **développement de la production de Moringa** qui pourrait être une espèce intéressante pour faire face à l'avancée de l'anacarde car il est tolérant à la sécheresse, il peut permettre une bonne valorisation commerciale et il a une bonne valeur nutritionnelle.
- Un participant a demandé à ce que soient **détaillés le système de culture que le projet accompagne et les pratiques agroécologiques promues**. L'intervenant a répondu que les **cultures vivrières en bas-fonds et en plaine** étaient particulièrement ciblées. De plus, le projet promeut la **réduction de l'utilisation des produits chimiques en les substituant par des fertilisants organiques** comme le compost. Il s'appuie pour cela sur des experts en agroécologie et note des besoins au niveau de la recherche. Néanmoins, il observe à ce niveau-là un frein à la transition vers l'agroécologie qu'est **la difficulté de distinguer ces produits des autres sur le marché** cela n'incitant pas au changement de pratiques.
- Un représentant de la FEPAF-BG a partagé avec les participants leur expérience de **la mise en place d'une plateforme de mise en relation entre producteurs et consommateurs** dans leurs zones d'intervention. Il a aussi émis la question que pose la transformation de l'ananas pour en permettre sa meilleure conservation et valorisation.
- Le représentant de la FOPMA-BG a insisté aussi sur **la nécessité des équipements en chambre froide pour la conservation des produits maraîchers** et a demandé à ce que de nouveaux projets similaires s'intéressent aussi aux **hôtels**.
- Un questionnement sur **d'éventuelles difficultés de remboursement des fonds alloués par le biais de GVEC** a été posé. Aucune difficulté n'a été relevé par l'intervenant avec un **remboursement à 100%** des fonds prêtés.
- Une participante a mis en avant son expérience **d'association niébé-patates douces** afin d'augmenter la production en protéines déficitaire dans la zone de Boké.
- Différentes interventions ont ensuite appuyé **l'insuffisance de l'utilisation des produits non ligneux contrairement aux produits ligneux**. En effet, il a été remarqué que la population préfère valoriser le bois que des produits non-ligneux produits par ces mêmes espèces pour des raisons de valorisation commerciale rapide et assez facile.

- Enfin, une question a été posée sur **le dispositif de prise en charge des paysans relais** mis en place et accompagnés par le projet du GRDR. L'intervenant a répondu que **les paysans relais n'étaient pas payés mais que dans un souci de pérennité ils devraient être pris en charge par la suite par leurs groupements.**

### *2.6.2 - Comment mettre en relation des bassins de production et de consommation pour des régimes alimentaires sains et durables ?*

A la suite de la présentation de l'expérience du GRDR en Guinée qui a mis en avant l'intérêt d'une mise en relation des bassins de production et de consommation sur les territoires, les participants ont participé à un débat sur la façon de réaliser cela, soit :

#### **« Comment mettre en relation des bassins de production et de consommation pour des régimes alimentaires sains et durables ? »**

Dans un souci de continuité avec les riches échanges qu'a déclenché la présentation de l'expérience du GRDR, deux enjeux majeurs ont été proposés par les modérateurs de l'atelier pour centrer les débats à venir :

- L'accompagnement technique et financier des acteurs des chaînes d'approvisionnement
- La mise en relation des producteurs et des consommateurs à différentes échelles

Les participants ont alors choisi de traiter les deux enjeux lors des débats car ils étaient fortement liés. Organisé de la même façon que le temps de débat sur le thème 2, ce temps a débuté par une phase de travaux de groupe (acteurs territoriaux de Basse Guinée, acteurs territoriaux de Moyenne Guinée ainsi que les institutions étatiques, onusiennes et les ONGs) de 30 minutes. Dans un souci d'efficacité afin d'aboutir à un premier consensus sur les causes majeures des problèmes identifiés lors des précédents échanges et les pistes de solution. Les débats se sont donc organisés autour des deux questions suivantes :

- Quelles sont les causes des problèmes identifiés lors des échanges ayant fait suite à la présentation de l'expérience du GRDR ?
- Quelles solutions pourraient être apportées ?

Un temps de rapportage et de débat tournant entre les 3 groupes en plénière a conclu cette phase de débat sur le modèle des débats du thème 2 de l'atelier.

### **2.7 - Table ronde : Une transition vers des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition**

Dans la continuité des débats sur la mise en relation entre les bassins de production et de consommation pour des régimes alimentaires sains et durables, les participants ont participé à un dernier débat sous forme de table-ronde. En effet, trois enjeux majeurs étaient finalement ressortis des débats sur le thème 3 :

- La mise en lien des producteurs et des consommateurs
- L'insuffisance de l'accompagnement des acteurs des chaînes d'approvisionnement
- L'insuffisance de l'accès du secteur privé au financement

Comme énoncé dans la fiche 2 en annexe, certaines premières pistes de solution ont fait consensus en revanche deux enjeux semblaient encore insuffisamment traités pour aboutir à

des pistes de solution du fait d'un temps de débat insuffisant. Les modérateurs ont donc décidé d'axer le dernier temps de débat sur les deux questions suivantes :

- Comment améliorer le dispositif d'appui-conseil pour l'accompagnement des acteurs des chaînes de production ?
- Comment améliorer les mécanismes de financement du secteur privé (de la production à la commercialisation) ?

Avec un souci de représentativité de différents points de vue sur le sujet, les participants suivants ont donc été conviés à intervenir lors de cette table-ronde :

- Le Représentant du Ministère de l'Agriculture
- Le Représentant de l'ANPROCA en Basse Guinée
- Le Maire de la Commune Rurale de Molota en Basse Guinée
- Le Représentant de la FPF
- Une cheffe d'entreprise de transformation de Basse Guinée

Ainsi, ces intervenants ont été invités à prendre la parole sur les freins et les leviers potentiels à mobiliser en lien avec les deux questions citées plus haut. Le chargé d'animation d'ASANAO 2 a réalisé l'animation de cette table-ronde.

***La fiche 2 en annexe (Annexe 12) reprend de façon succincte dans un premier temps les principaux éléments partagés par l'intervenant du GRDR ainsi que lors de la table ronde ainsi que les principales conclusions des différents temps de débat (travaux de groupe et table-ronde) afin de poursuivre les discussions et réflexions dans vos cercles respectifs.***

## 2.8 - Mots de clôture de l'atelier

A l'issue de la table-ronde, le chargé d'animation d'ASANAO 2 a réalisé une courte synthèse des débats et interventions réalisés lors des deux jours d'atelier. Il a notamment insisté sur les résultats positifs de cet atelier qui ont démontré **l'existence de la majorité des compétences, expertises, expériences, structures et outils nécessaires pour la transition vers des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition en Guinée**. Il a aussi rappelé que cet atelier avait permis de contribuer à la mise en relation des différents acteurs des systèmes alimentaires et que **cette dynamique devrait continuer car elle répondait à l'un des enjeux majeurs** revenus de nombreuses fois dans les débats : la coordination multisectorielle, la communication et la mise en relation des différents acteurs des systèmes alimentaires. Il est revenu sur **l'importance de l'agriculture et du modèle agricole pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle** en appelant les acteurs présents à **considérer les bienfaits de l'agroécologie** mis en avant dans les différentes interventions. Enfin, il a conclu en insistant fortement sur **la nécessité d'inscrire toutes les dynamiques lancées ou à lancer dans une stratégie globale ayant pour objectif final l'amélioration de l'état nutritionnel des populations en Guinée jusqu'à atteindre l'ODD 2 « Faim Zéro »**.

Après un remerciement global et chaleureux des modérateurs aux participants, ces derniers ont donné la parole au Représentant du Ministère de l'Agriculture pour clore cet atelier. Ce dernier s'est montré satisfait de la dynamique et des débats qui ont eu lieu lors de cet atelier et a ajouté que selon lui l'objectif de l'atelier de contribuer à la création de synergies d'acteurs pour des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition a été atteint. Il a fini par remercier tous les participants ainsi que les organisateurs de l'atelier avant de déclarer l'atelier clos.

### 3 - LISTE DES ANNEXES

Annexe 1a : Liste de présence jour 1

Annexe 1b : Liste de présence jour 2

Annexe 2 : Agenda jour 1 et jour 2

Annexe 3 : Présentation d'ouverture de l'atelier

Annexe 4 : Présentation de l'état nutritionnel en Guinée (UNICEF)

Annexe 5 : Présentation du PNMN et PSNMN (Ministère de la Santé)

Annexe 6 : Présentation des enjeux de sécurité alimentaire en Guinée (Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage)

Annexe 7 : Présentation des enjeux des systèmes alimentaires en Guinée (FAO)

Annexe 8a : Présentation expérience OP et nutrition en Moyenne Guinée (FPFD)

Annexe 8b : Présentation expérience OP et nutrition en Basse Guinée (GRET)

Annexe 9 : Fiche de synthèse 1 : Quel rôle des organisations paysannes dans l'intégration de l'agriculture et de la nutrition au sein de systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition ?

Annexe 10 : Présentation synthèse du jour 1

Annexe 11 : Présentation de l'expérience de mise en relation des restauratrices de Boké avec des producteurs de Tanènè (GRDR)

Annexe 12 : Fiche de synthèse 2 : Comment mettre en relation les bassins de production et de consommation pour des régimes alimentaires sains et durables ?

Annexe 13 : Cahier de projet « Les organisations paysannes et la nutrition » (GRET)

Annexe 14a : Politique et Plan Stratégique Nationaux Multisectoriels de Nutrition (2018-2023)

Annexe 14b : Plan National d'Investissement Agricole de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN)



## ANNEXE 9 : FICHE 1

### QUEL RÔLE DES ORGANISATIONS PAYSANNES DANS L'INTÉGRATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA NUTRITION AU SEIN DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES ET FAVORABLES À LA NUTRITION ?

---

*L'expérience de la FPF/D/GRET :*

*Mamadou Malal Taran DIALLO, conseiller agricole au sein de la FPF/D et point focal du programme ASANA/O 2 en Moyenne Guinée a tout d'abord mentionné l'historique de la mise en place de la stratégie nutritionnelle menée par son organisation avec l'appui du GRET. 3 étapes majeures ont été exposées dont la création de la première stratégie en 2013, sa réactualisation en 2017 pour aboutir à la mise en place de cette stratégie avec quelques adaptations à partir de 2022 sur le programme ASANA/O 2 dans les préfectures de Gaoual, Koundara et Mali.*

*Cette stratégie d'intervention est axée sur la sensibilisation aux bonnes pratiques alimentaires, d'hygiène et de soins et les démonstrations culinaires combinées à l'appui d'activités maraîchères en faveur de la diversification alimentaire.*

*Cette stratégie a pour cible prioritaire les femmes en âge de procréer mais a aussi comme cibles d'influence les maris, grands-mères ou encore leaders religieux.*

*Les différents messages sont transmis par des agents de sensibilisation membres de la FPF/D et formés aux bonnes pratiques alimentaires, nutritionnelles, d'hygiène et de soins à l'aide d'outils imagés produits par l'organisation.*

*A ce jour, à l'issue de la première phase de sensibilisation 30 agents sensibilisateurs ont été renforcés et 1313 producteurs sensibilisés en 360 causeries éducatives et 180 séances de démonstrations culinaires.*

*Un défi majeur a été relevé : **le manque de cadre idéal de concertation entre les agents de sensibilisation et les agents de santé.***

---

---

### *L'expérience de la FEPAF-BG/GRET :*

Lanciné 2 CAMARA, Responsable adjoint Nutrition sur le projet ProFiMA a tout d'abord mentionné le contexte et la justification de l'inscription d'un volet nutritionnel à l'appui réalisé à la FEPAF-BG par le projet. Ce dernier est intégré au sein du programme ASANAO 2 intervenant en Basse Guinée dans les préfectures de Kindia, Forécariah et Dubréka. Ayant pour objectif principal d'améliorer les performances techniques et économiques des entrepreneurs actifs dans les filières ananas et mangue, le projet vise aussi l'amélioration durable de l'état nutritionnel des populations à travers l'intégration d'une stratégie nutritionnelle au sein des activités de la FEPAF-BG.

Cette stratégie d'intervention est axée sur la sensibilisation aux bonnes pratiques alimentaires, d'hygiène et de soins et les démonstrations culinaires dans le cadre de l'alimentation des enfants de 6 à 24 mois avec une valorisation des produits locaux.

Cette stratégie a pour cible prioritaire les femmes en âge de procréer y compris les femmes enceintes et allaitantes mais les époux, les belles mères et les responsables administratifs et religieux au niveau local.

Les différents messages sont transmis par des agents de sensibilisation membres de la FEPAF-BG et formés aux bonnes pratiques alimentaires, nutritionnelles, d'hygiène et de soins à l'aide de la boîte à images élaborée par le Ministère de la Santé de Guinée.

A ce jour, 20 agents sensibilisateurs ont été formés et 350 à 410 personnes sont sensibilisés chaque mois. 30 séances de démonstrations culinaires ont été réalisées au sein de 17 organisations paysannes. Il y a aujourd'hui une prise de conscience de la nécessité d'une diversification alimentaire par les ménages.

Un défi majeur a été relevé : **le manque de cadre d'échanges entre les relais nutrition au sein des OPs (agents de sensibilisation) et les agents de santé dans les mêmes localités.**

---

#### **Pour aller plus loin :**

Veillez prendre connaissance du **cahier de projet intitulé « Les organisations paysannes et la nutrition »** qui fait un retour d'expériences détaillé sur les activités intégrant agriculture et nutrition réalisées par plusieurs organisations paysannes de Moyenne Guinée et de Guinée forestière pendant le projet SARA (2016-2019) mis en œuvre par le GRET et ses partenaires (Annexe 13) : [https://gret.org/wp-content/uploads/2021/12/CP-09\\_Sara\\_web.pdf](https://gret.org/wp-content/uploads/2021/12/CP-09_Sara_web.pdf)

La présentation des différentes expériences par les intervenants a tout de suite laissé place aux travaux de groupe. Les acteurs territoriaux de Basse-Guinée, ceux de Moyenne Guinée, les institutions étatiques, onusiennes et les ONG ont débattu autour de la question suivante :

**Comment mettre en place une synergie d'action entre les OPs, les acteurs de la santé et les collectivités pour la promotion d'une agriculture sensible à la nutrition ?**

Ils ont abouti aux premiers éléments de consensus suivants :

Questions	Réponses
<b>Quel est aujourd'hui l'état de cette collaboration ?</b>	<b>Pas de collaboration formelle d'une manière générale.</b>
<b>Quels sont les problèmes qui sont posés ?</b>	<b>Manque de <u>communication et vulgarisation</u> des textes normatifs ;</b> <b>Manque de <u>coordination multisectorielle</u> ;</b> <b>Insuffisance de <u>l'accompagnement des acteurs territoriaux</u> de mise en place de ces politiques</b>
<b>Quelles sont les causes de ces problèmes ?</b>	<b><u>Absence d'espaces de concertation</u> multi-acteurs</b> <b>Cadres de concertation prévus par les textes mais <u>inactifs</u> dans la réalité du fait d'un manque d'animation de ces espaces.</b>

En réponse à l'identification de ces causes, des propositions ont par la suite été faites. L'encadré ci-dessous reprend les grandes pistes de solutions qui ont fait l'objet d'un premier consensus :

**PREVOIR LA VULGARISATION DES TEXTES NORMATIFS ET POLITIQUES DANS LES PROCHAINS PLANS STRATEGIQUES**

**AUGMENTER L'ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE ET FINANCIER DE L'ETAT AUX ACTEURS TERRITORIAUX DANS LA MISE EN PLACE DES POLITIQUES**

**(RE)LANCER ET APPUYER L'ANIMATION DES ESPACES DE CONCERTATION PREVUS DANS LES TEXTES**

**INTRODUIRE L'AGRICULTURE SENSIBLE A LA NUTRITION DANS LES PLANS LOCAUX DE DEVELOPPEMENT**

## ANNEXE 12 : FICHE 2

### COMMENT METTRE EN RELATION DES BASSINS DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION POUR DES RÉGIMES ALIMENTAIRES SAINS ET DURABLES ?

---

#### *L'expérience du GRDR :*

*Stanislas AGOSSOU, coordinateur du GRDR en Guinée basé à Boké a tout d'abord mentionné le contexte de l'intervention. Ce dernier est principalement caractérisé par une forte croissance démographique liée notamment à l'immigration massive des travailleurs des mines et une forte prévalence de la population urbaine à s'alimenter dans la rue avec de nombreux problèmes d'approvisionnement des restauratrices en matières premières de qualité. Le contexte est aussi caractérisé par une faible productivité agricole liée notamment à un dispositif d'appui-conseil insuffisant et à un faible équipement composé majoritairement de petits matériels. Cela entraîne une difficulté pour les producteurs à répondre à la demande locale.*

*Le projet cible donc des restauratrices de rue de la commune urbaine de Boké ainsi que des producteurs vivriers de la commune rurale riveraine de Tanènè et vise à améliorer les revenus de 150 producteurs jeunes et femmes et de leurs familles de même qu'à renforcer l'équilibre nutritionnel des populations urbaines par l'accès à des produits vivriers de qualité et la valorisation dans la restauration de rue.*

*Le projet a deux niveaux d'intervention. Le premier niveau est l'appui à la production et à la productivité par notamment un accompagnement de paysans relais dans la transition agroécologique et le renforcement de leurs débouchés en particulier auprès des restauratrices appuyées par le projet. Il appuie en deuxième lieu les restauratrices de Boké notamment sur le renforcement de leurs capacités matérielles, techniques, organisationnelles et de gestion. Un accompagnement auprès des restauratrices sur la confection de recettes à bonne valeur nutritionnelle valorisant les produits locaux est aussi réalisé. Enfin, une plateforme de mise en relation producteurs-restauratrices a été mise en place pour ajuster les activités de chacun en fonction des besoins et des contraintes respectifs et ainsi renforcer l'approvisionnement des restauratrices et les débouchés des producteurs pour contribuer à rééquilibrer offre et demande locales.*

***L'accompagnement des différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement ainsi que la mise relation des bassins de production et de consommation en fonction de réalités territoriales variées ont été mis en avant comme des enjeux majeurs de la mise en adéquation de l'offre et de la demande locales.***

---

---

*Les débats lors de la table-ronde :*

*Les intervenants ont tout d'abord cité plusieurs freins à la mise en relation des bassins de production et de consommation dont les principaux sont :*

- Le nombre limité de personnels qualifiés sur le terrain pour l'accompagnement ;*
- Le nombre limité de cadre de concertation entre le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et les faitières ;*
- Le manque d'infrastructure de stockage et de transformation ;*
- L'inexistence de banque fonctionnelle de semences de qualité certifiée ;*
- Manque de magasins de soudure en semences ;*
- Les taux élevés sur les crédits agricoles.*

*Avant de citer plusieurs leviers et solutions au regard des freins exposés :*

- Le développement de semences par l'IRAG avec une certification par le service SERPROCA ;*
- Le renforcement de capacité des agents de conseil du SERPROCA sur toutes les filières de production ;*
- La mise en place de banques de semence ;*
- Facilitation de l'accès à des domaines agricoles ;*
- Facilitation de l'accès à des crédits agricoles avec de faibles taux ;*
- Intégrer des indicateurs de nutrition dans les différents projets et programmes agricoles*

---

Plusieurs temps de débats sont intervenus sur ce thème. Pour rappel la question initiale était la suivante :

**Comment mettre en relation des bassins de production et de consommation pour des régimes alimentaires sains et durables ?**

Afin de centrer les débats, les modérateurs ont au fur et à mesure des discussions et des interventions fait réagir les participants sur les différents enjeux majeurs qui ressortaient des échanges.

Ainsi, dans un premier temps, les groupes de travail formés ont travaillé sur le problème d'insuffisance de l'accompagnement des acteurs des chaînes d'approvisionnement ainsi que celui de la mise en relation des producteurs et des consommateurs à différentes échelles. Les causes majeures de ces problèmes ainsi que les solutions à proposer ont été débattues. Cela a abouti aux premiers éléments de consensus suivants sur les causes majeures des problèmes posés :

- Concernant le problème **d'insuffisance de l'accompagnement des acteurs des chaînes d'approvisionnement** :
  - o Un nombre de conseillers insuffisant par rapport au nombre de producteurs à appuyer
  - o Insuffisance des connaissances techniques des structures d'accompagnement

- Insuffisance des moyens financiers des structures d'accompagnement
- Concernant **le problème de mise en relation des producteurs et des consommateurs à différentes échelles** :
  - Insuffisance et mauvaise qualité des infrastructures (transports, stockage et transformation)
  - Enclavement des zones de production
  - Accès insuffisant des producteurs aux informations de prix sur le marché
  - Manque de cadre de communication entre producteurs et consommateurs
  - Manque d'accès au financement du secteur privé (producteurs et autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement) à des taux raisonnables. Notamment absence de crédit agricole.

En réponse à l'identification de ces causes, des propositions ont par la suite été faites à la fois lors des travaux de groupe puis lors de la table ronde. L'encadré ci-dessous reprend les grandes pistes de solutions qui ont fait l'objet d'un premier consensus.

**CREATION DE CADRES DE CONCERTATION TOUT AU LONG DE LA CHAÎNE  
D'APPROVISIONNEMENT JUSQU'AU CONSOMMATEUR**

**AMÉLIORER LA QUALITÉ DES INFRASTRUCTURES ET LEUR MAILLAGE SUR LES  
TERRITOIRES (TRANSPORT, STOCKAGE ET TRANSFORMATION)**

**AMÉLIORER L'ACCÈS À DES SEMENCES DE QUALITÉ ET CERTIFIÉES**

**RENFORCER LES CAPACITÉS DES AGENTS DE CONSEIL DU SERPROCA SUR TOUTES  
LES FILIÈRES DE PRODUCTION**

**AMÉLIORER L'ACCÈS À UN FINANCEMENT (CRÉDIT À FAIBLES TAUX ET/OU  
SUBVENTIONS) DU SECTEUR PRIVÉ**